

Valérie Bègue a troqué son écharpe de Miss France 2008 contre un rôle dans une pièce de théâtre intitulée « En attendant la gloire »  
PAGE TÉLÉVISION



# Le Maine libre

GRAND MANS

MARDI 6 AVRIL 2010 - 0,85€ - N° 19 917 - 66<sup>e</sup> année - Votre journal à domicile : 0-810-835-779 (prix d'un appel local variable selon opérateur). Courriel : [redaction@maine-libre.com](mailto:redaction@maine-libre.com)

**forum Santé Active**  
L'investissement santé et bien-être

**NUTRITION**  
**Quel parcours pour MA SANTÉ ?**

LE MANS - PALAIS DES CONGRÈS ET DE LA CULTURE  
VENDREDI 9 ET SAMEDI 10 AVRIL

[www.masanteactive.com](http://www.masanteactive.com)

# Du spectacle et des stars au Circuit de la Sarthe

Photo - Le Maine Libre - Denis Lambert



**Parente, hier.** L'épreuve cycliste est une compétition très prisée. Lance Armstrong (photo), sept fois vainqueur du Tour de France, et Luis León Sanchez, n°1 mondial, seront au départ à Sablé ce matin.

PAGES SPORT



Photo - Le Maine Libre - Natacha Longerey

## Château : un chantier laissé à l'abandon faute d'argent

Les travaux d'un lotissement sont à l'arrêt depuis un an. Entreprises et propriétaires s'inquiètent.

PAGE 2

## Faits divers

### Récidiviste, un Manceau écroué pour avoir maltraité sa compagne

PAGE 4

## Entreprendre

### Ces étudiants des grandes écoles qui fourmillent d'idées géniales

PAGE 3

## Cinéma



### Sylvie Testud conteuse de récits hors normes

Dans « Mumu », basé sur des faits réels, l'actrice interprète une institutrice revêche dans l'Anjou de l'après-guerre.

DERNIÈRE PAGE

## Université du Maine

### La bibliothèque hérite des œuvres de Vercors, écrivain et résistant

PAGE 6

## Solidarité

### Il a aidé le peuple haïtien avec le soutien des Sarthois



Parti à Port-au-Prince avec 30 000 € collectés en Sarthe, le Dr Harrigan évoque son action sur place.

PAGE 4

## FRANCE-MONDE



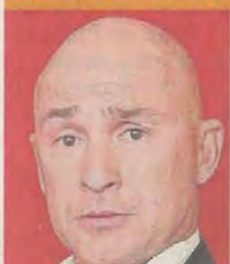
**Le ministre de l'Éducation lance demain les « états généraux de la sécurité à l'école »**

## SPORT

Barcelone s'en remet au génie de Lionel Messi pour éliminer Arsenal en Ligue des champions



## TÉLÉVISION



**Vincent Lagaf, humoriste et présentateur vedette du « Juste prix », a essuyé un bide au cinéma**

R 28490 - 0406 0,85€



loisirs travail santé beauté famille voyage mode loisirs travail santé  
loisirs travail santé beauté famille voyage mode loisirs travail  
loisirs travail santé beauté famille voy

## Idées, conseils, fiches pratiques, astuces...

Projet : changer de vie, passez du rêve à la réalité.

Voyage : évadez-vous à Florence, la magnifique.

Santé : le mal de dos, plus jamais !

**Vivre Plus**  
Mimie Mathy  
"Le rire m'a sauvée de tout"

1,20€ seulement

PROJET CHANGER DE VIE  
DU RÊVE À LA RÉALITÉ

A CONSERVER VOS FICHES PRATIQUES

- > Droit: comment assurer l'avenir de votre conjoint
- > Argent: les atouts des banques en ligne
- > Santé: retrouvez de jolies jambes

FORME Choisir le vélo qui vous va

**Plus jamais mal au dos!**  
LES ATTITUDES POUR L'ÉVITER  
LES SOLUTIONS POUR LE SOIGNER

Un magazine proposé par **Le Maine Libre** et **Presse Océan**

**1,20€** seulement

Le magazine complice de vos envies

**La Protection Civile compte 120 secouristes**

Samedi, lors de l'assemblée générale de la Protection Civile, le président de l'association, Jean-Pierre Lorient a dressé le bilan des activités de l'année écoulée. Le nombre de victimes pris en charge est passé de 495 en 2008 à 608 en 2009. L'association a mobilisé 40 secouristes lors de la mise en place du plan de pandémie grippale. Sur le plan des effectifs, la progression est sensible (de 107 à 121) et le nombre d'élèves formés a évolué de 233 à 284. Quant à l'équipe de formation, elle a pu bénéficier d'un effectif supplémentaire de 11 moniteurs.



**Le grande traBercée**

L'ONF propose une traversée tout en longueur de la forêt de Bercé, d'ouest en est, du rond de Vernell à la futale des Clos, des pins aux feuillus. Soit deux fois 17 km à vivre et à parcourir les samedi 17 et dimanche 18 avril, en compagnie de deux forestiers hors pairs. Une randonnée hors des sentiers battus « pour remettre les gens en face de leur forêt ». Un week-end pour réapprendre à voir... un bourgeon, une martre, une fourmi ; et pour s'approprier des savoirs historiques, culturels, scientifiques et mythiques sur ce massif.



Réservation obligatoire au 02-43-44-84-59.

**► Météo**

Ciel, du soleil..

Des températures un peu fraîches au petit matin. Mais ensuite, c'est journée soleil. A priori, la journée sera placée sous la rayonnante activité de celui qui est espéré de tous depuis des semaines. Il sera là « sans retenue » précise la météo qui pronostique également des températures enfin à la hausse, entre 18 et 20°. Mais ne nous réjouissons pas trop vite. À peine arrivé, déjà rentré. Mercredi matin, on annonce de petites pluies...

**► Conseil général**

Le nouveau directeur a pris ses fonctions

Hugues de Maleissye, 46 ans, vient de prendre ses fonctions de directeur général des Services du Département. Depuis 2005, il était directeur général adjoint du conseil général de la Somme, en charge du secteur transversal des ressources puis de celui du développement territorial. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Hugues de Maleissye a débuté sa carrière en 1992 comme directeur général adjoint de la formation professionnelle et de l'apprentissage au conseil régional de Picardie. Il a ensuite été nommé directeur de la Formation professionnelle et de l'apprentissage au conseil régional Midi Pyrénées, poste qu'il occupera de 1995 à 1999. A cette date, il intégrera la Communauté urbaine de Bordeaux dont il sera le directeur général adjoint jusqu'en 2002. Il quittera ensuite la Gironde pour prendre la direction de la formation professionnelle en Nouvelle Calédonie, fonction qu'il occupera jusqu'en 2005 avant son retour en Métropole.



Hugues de Maleissye, nouveau directeur général des services du conseil général.

**► Politique**  
Le sénateur UMP de l'Orne en appelle à Juppé, Fillon, Villepin et Raffarin

L'ex-ministre du Budget et président du conseil général de l'Orne Alain Lambert (UMP) estime que Nicolas Sarkozy « n'est pas en mesure de faire gagner » les idées de l'UMP en 2012 et propose que Juppé, Raffarin, Villepin et Fillon se rencontrent pour « envisager toutes éventualités » dans « l'intérêt supérieur du pays ».

« Si le président de la République n'est pas seul en cause dans l'échec des régionales, il l'est pour une partie non négligeable. Et il a eu le grand tort de ne pas le reconnaître avec humilité devant les Français », écrit le sénateur de l'Orne dans une tribune publiée vendredi sur le site Public-Sénat.fr et intitulée « L'antisarkozysme se nourrit de l'esprit de cour ! »

« Et quel ne fut pas mon émoi quand a commencé le concert des hypocrites, dès le lendemain du scrutin, pour dire qu'il restait notre sauveur à tous et qu'il fallait surtout nous rassembler tous derrière lui, l'irremplaçable candidat pour 2012 ».

**Château-du-Loir : un lotissement « Borloo » reste en panne sèche**

Si Finaxiome, le promoteur-constructeur se veut rassurant, les entreprises retenues pour le chantier et les futurs propriétaires s'alarment.

C'est la Berezina. Que voulez-vous que je vous dise, y'a plus de sous, personne n'est payé. Les entreprises ne veulent plus travailler. L'auteur de cette phrase, que l'on laissera dans l'anonymat, résume une situation qui paraît très difficile à Château-du-Loir. Le projet était beau, avec un nom « Résidence Zélie » qui a pu faire rêver les investisseurs ayant décidé de surfer sur la loi de défiscalisation « Borloo ». Aujourd'hui, c'est la galère. Eric Quillery, un investisseur de Troyes, a acheté deux maisons dans le but d'y installer des locataires. Prix de l'addition : 358 000 €. « J'ai versé 300 000 €, on m'avait promis une livraison en juin 2009 ». Eric Quillery n'est pas homme à se laisser démonter. Il ne compte plus les coups de fil, ni les courriers. Jamais il n'a pu joindre le responsable de Finaxiome, le groupe qui se cache derrière la SCCV Zélie. Le siège est basé à Amiens mais Finaxiome sévit un peu partout en France. Et plusieurs projets de ce type semblent aujourd'hui à l'arrêt. Ce que confirme Claudy Giroz, présidente de l'Adim (association de défense des investisseurs et mandataires), qui regroupe les déçus. « Je connais bien Finaxiome et le point commun entre tous les dossiers qu'on voit passer, c'est qu'aucun de leurs chantiers n'est terminé ».



Château-du-Loir, le 1er avril. Une vingtaine de maisons ont été commencées, aucune n'est terminée.

Photo - Le Maine Libre -

Les propriétaires et les entreprises du bâtiment prises dans l'engrenage ne savent plus à quel saint se vouer. Beaucoup ont décidé d'intenter des actions en justice. C'est le cas d'Eric Quillery, qui souhaiterait « faire une

action en groupe, afin de partager les frais d'avocat notamment ». Être plus puissant également face à un groupe qui, au premier abord, en impose. À Château-du-Loir, une vingtaine de maisons ont été commencées,

aucune n'est terminée. Certaines sont hors d'eau, hors d'air, d'autres ont leurs fenêtres alors que les moins avancées jouissent tout juste de leurs fondations. Le chantier, pourtant à l'abandon depuis plus d'un an, sans

compter de légers « sursauts », reste dans un bon état, bien protégé par des hauts grillages. Mais pour combien de temps encore...

**A. Corbin : « On demande l'annulation de la vente »**

Les témoignages d'investisseurs déçus ou trompés sont nombreux. A l'image de cette Sarthoise et de ce couple du Nord.

Pour A. Corbin, les premiers contacts avec Finaxiome remontent à 2007 et « une superbe soirée dans un château à Carrouges organisée par Viventis Alençon ». « Pendant la soirée, des vendeurs étaient là. Buffet et hôtes de marque, « l'élite » comme le dit A. Corbin, préparent le terrain. « Quelques semaines plus tard, je suis contactée pour investir sur un projet de défiscalisation. Comme je pensais à ce type de projet depuis un ou deux ans... »

Le compromis de vente est signé le 18 juillet 2007. Avec une livraison prévue pour le deuxième semestre 2009. Pour « un F1 situé à Cambrai dans une résidence appelée Le Clos Mélanie », détaille l'infirmière. Depuis ? Plus rien ou une interminable série de courriers alternant entre annonce de la reprise du chantier et nouvelles péripéties. « Je paie 180 € par mois pour rien. Il y a eu des malheurs dès le début du chantier. Et puis je n'ai pas pu choisir mon notaire ». La société lui doit 9 mois d'intérêts intercalaires. Des locataires dont on peut douter qu'ils emménagent un jour. Côté communication, Finaxiome

ne fait pas mieux. En 5 minutes, Mme Corbin évoque une demi-douzaine d'interlocuteurs différents. Pas simple d'autant qu'à Amiens le siège du promoteur c'est « la secrétaire toujours très évasive » qui gère les demandes. Aujourd'hui, Annick Corbin a pris un avocat dijonnais avec « une vingtaine d'autres propriétaires » de la résidence. « Pour moi c'est une arnaque. Ils se sont engouffrés dans un marché porteur. On demande une annulation de la vente. »

« On arrête tout » Même galère pour Elisabeth et Antoine Becquaert, un couple de

Nordistes, qui vient d'investir à Château-du-Loir et sur une autre résidence de Finaxiome en Bretagne. Déjà un an de retard pour la livraison du T2 à 153 000 €. « La livraison était prévue au 3e trimestre 2009, on nous l'annonce maintenant pour le 3e trimestre 2010. » Totalement isolé à plusieurs centaines de kilomètres, le couple n'a aucune nouvelle du chantier sarthois. « Il y a d'abord un défaut de conseil et nous n'avons pas pu choisir la durée d'emprunt. Je pense qu'on va tout arrêter », indique Elisabeth dont les difficultés sont encore plus grandes en Bretagne.

**A SAVOIR**

**Finaxiome rassure**

À chaque fois, la société Finaxiome, que nous avons pu joindre à plusieurs reprises depuis le début des mésaventures du lotissement castelorien, tient un discours rassurant, annonçant la reprise imminente du chantier. C'est encore le cas aujourd'hui avec, pour nous le dire, la responsable du service clients basée à Amiens Saïda Ben Hamed. Elle explique : « Les travaux ont été stoppés en raison du contexte économique difficile. La société Finaxiome a été touchée par la crise immobilière et financière avec un stock important de lots invendus. Parfois même, des ventes ont été annulées par manque de financement, certains propriétaires ne pouvant finalement obtenir de prêts. Il y a moins de fonds qui rentrent dans l'entreprise, et c'est un problème qui nous a amenés à arrêter les travaux ». D'après Saïda Ben Hamed, la situation se rétablit aujourd'hui « grâce à une réorientation de la société vers la vente en bloc d'opérations immobilières à des bailleurs sociaux ». Aussi, annonce-t-elle, « la reprise des chantiers est programmée ». Celui de Château-du-Loir tout particulièrement devrait reprendre « début avril » pour « une livraison de juillet à fin 2010 ». On ne demande qu'à le croire.

**Des entreprises mal ou pas payées**

Les entreprises se tournent vers la justice pour obtenir réparation. Avec un chantier arrêté depuis près d'un an, les préjudices subis sont parfois lourds.

Sur le chantier de Château-du-Loir, une vingtaine d'entreprises était appelée à intervenir. Pas facile de faire parler ses patrons qui sont souvent en justice. Chez Modern Etanch, « on a été payé de ce qu'on a fait mais le chantier est arrêté ». D'autres entrepreneurs qui préfèrent garder l'anonymat évoquent « des actions en justice » pour les uns. Ou « ne souhaitent pas communiquer ».

Une société de menuiserie évoque tout de même « un client qui ne paie pas nos factures. On est prêt à redémarrer le chantier, mais il nous reste 17 000 € d'impayés. Le promoteur nous dit qu'il attend des financements. J'ai même dû aller à Amiens en juin dernier pour récupérer l'argent. Des réunions de chantier épisodiques ont lieu mais rien ne bouge ».

« Leur financement, c'est nous » Plus précis, Dominique Adam, patron d'une entreprise qui intervenait sur les lots couverture-zinguerie et plâtrerie isolation basée à Champigné (Maine-et-Loire), précise : « Chaque fois qu'on

a travaillé avec eux c'était catastrophique. Sur ce chantier, on a eu jusqu'à 100 000 € d'impayés. Aujourd'hui, ils nous doivent encore 7 000 €. On est en référé pour la deuxième fois. » A ces problèmes de trésorerie s'ajoute « 10 000 € de stock » d'un produit très spécifique imposé par le promoteur et rarement utilisé. Plus globalement, Dominique Adam déplore « la manière dont ils travaillent. Ce n'est pas la nôtre. Finaxiome n'a pas de financement. Leur financement c'est nous. » On comprend mieux pourquoi le chantier est stoppé depuis plusieurs mois.



Château-du-Loir, jeudi 1er avril 2010. Des stocks de matériaux attendent depuis de longs mois une hypothétique reprise du chantier.

► Textes  
Alexandre Julien  
et Natacha Longerey